
La baisse des cotisations, un outil efficace ?

Françoise Drumetz, Banque de France
Journées de l'économie, Lyon,
9 novembre 2016

Cette présentation ne reflète pas nécessairement l'opinion de la Banque de France ou de l'Eurosystème.

Principaux messages

- Les **allègements de charges** : une politique coûteuse mais efficace pour soutenir l'emploi
- Le **Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)** : une politique hybride dont l'efficacité a été limitée à court terme par les incertitudes sur sa pérennité
- Le **Crédit Impôt Recherche (CIR)** : un dispositif généreux mais efficace
- **Vers une autre politique de l'offre?**
 - Les baisses de cotisations semblent avoir atteint leurs limites
 - Privilégier l'effort de formation,...
 - ...la diffusion des nouvelles technologies,...
 - ...et faciliter la réallocation des facteurs de production.

Les allègements de cotisations sociales patronales

- Baisse des cotisations sociales : environ 20 Md€ avant le PRS
 - Objectif emploi, concentré sur le bas de la distribution des salaires
 - De facto, la principale politique de l'emploi en France.
 - Les études existantes considèrent que le dispositif est efficace en termes de création/maintien d'emplois (même si l'ampleur des effets reste débattue)
- Des effets secondaires possibles :
 - Court/moyen terme : trappes à bas salaire : les hausses de salaires sont « doublement » coûteuses
 - Ne semble pas empiriquement important (Aeberhardt et Sraer, 2010)
 - Long terme : spécialisation de l'économie dans des secteurs intensifs en MO peu qualifiée, baisse des incitations à investir en capital humain (Malinvaud 1998)
 - Aspect crucial mais difficile à tester empiriquement et non intégré dans les maquettes existantes.
- Une motivation économique claire dans le contexte du marché du travail français :
 - Un Smic élevé suppose que l'incidence des cotisations pour de faibles salaires porte sur les employeurs, avec des effets négatifs sur l'emploi.
 - Néanmoins, un Smic élevé accompagné par une subvention de la demande de travail est-il préférable à un Smic modéré accompagné par une subvention de l'offre de travail ?

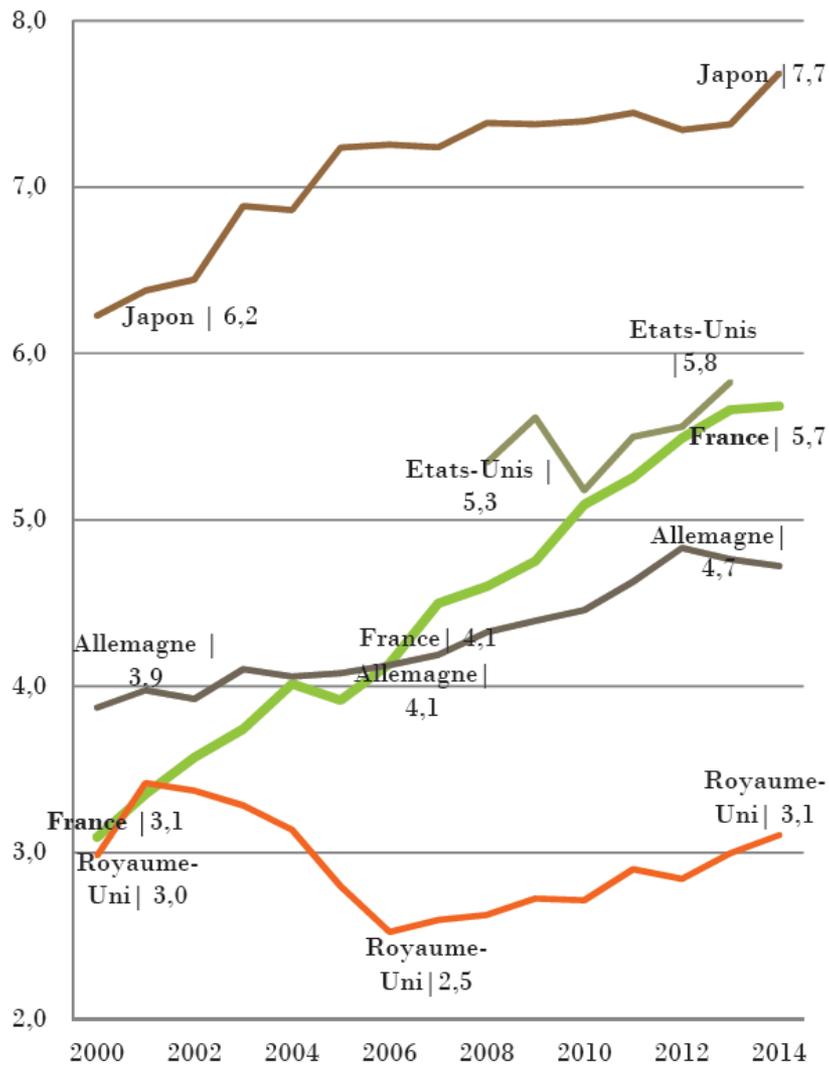
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)

- Le contexte de la genèse du dispositif ...
 - Taux de chômage élevé, pertes de part de marché des entreprises françaises (rapport Gallois)
 - Faibles marges de manœuvre budgétaires
- ... a affecté sa nature :
 - Un dispositif hybride ...
 - Crédit d'impôt dont le montant dépend de la masse salariale en dessous de 2,5 Smic.
 - ... poursuit une pluralité d'objectifs
 - Stimuler l'emploi ET la compétitivité.
- Un montant considérable mais peu ciblé
 - Coût annuel 20 Md€ (+ 3 Md€ dans le projet de loi de finance)
 - Montant moyen/médian pour 2013/2014 : 11 500 € / 2 039 €
 - Les exportateurs sont directement moins intensément ciblés
- Des effets encore incertains mais vraisemblablement modestes à ce stade sur l'emploi et la compétitivité –prix:
 - Selon évaluation du CICE (LIEPP, TEPP mandatés par France Stratégie), effet en 2013-2014 nul sur investissement, export et R&D, effet positif mais limité sur l'emploi.
 - L'incertitude sur la pérennité de la mesure a joué sur ces effets.
- Effets sur compétitivité hors prix ?

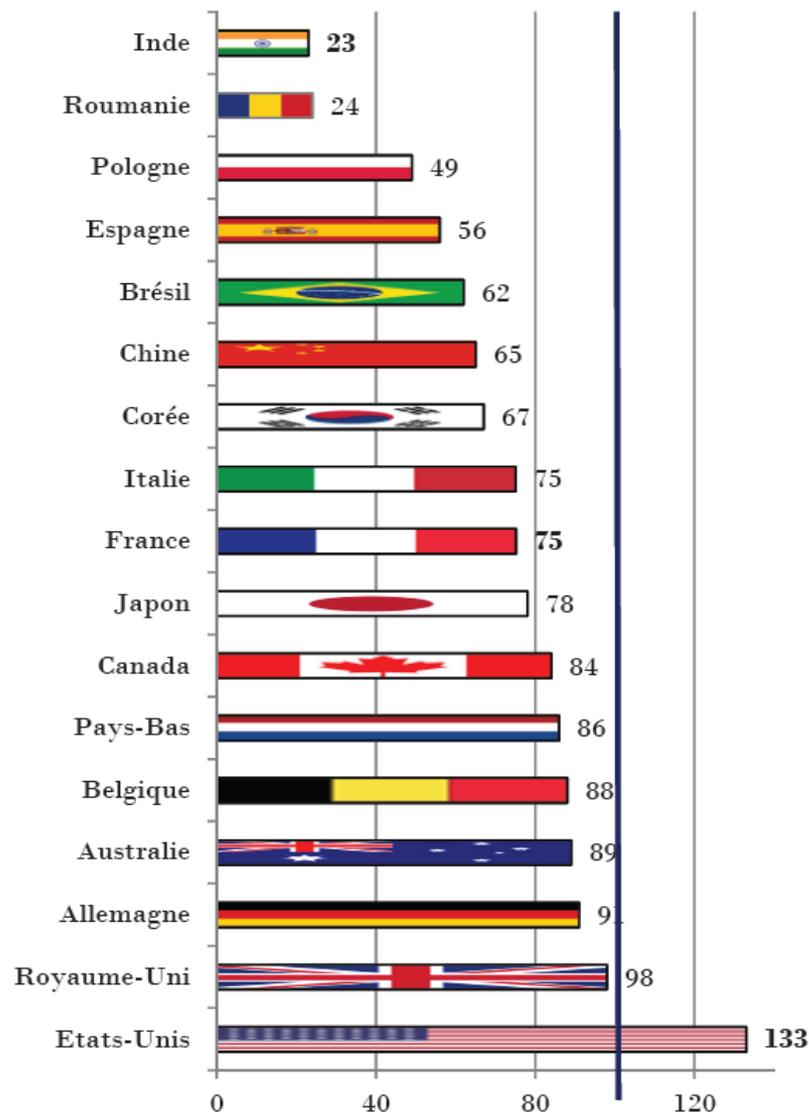
Crédit d'impôt recherche (CIR)

- **Crédit d'impôt sur le volume de dépenses R&D**
 - 30 % des dépenses R&D jusqu'à 100 millions d'euros, 5 % au-delà
 - Coût annuel aux alentours de 5,5 milliards d'euros
 - Nombre d'entreprises bénéficiaires : 21 000 (montant moyen 260 000 € par entreprise)
- **Quels effets sur le comportement des entreprises ?**
 - Travaux sur données firmes de la Banque de France (Bozio, Irac et Py, 2014) :
 - Effet multiplicateur légèrement inférieur à 1
 - Pour chaque euro de crédit d'impôt, les entreprises augmentent les dépenses de R&D d'un montant proche de 1.
 - + 33 500 chercheurs en entreprises depuis 2008
- **Motivation économique claire : les dépenses en R&D sont associées à de fortes externalités positives**
 - Le rendement social des dépenses R&D serait deux fois plus élevé que son rendement privé (Bloom et al., 2013).
- **Compte tenu de la générosité du programme, il est important de mesurer dans les années à venir tout impact sur l'innovation :**
 - brevets, hausse de la compétitivité hors-prix (qualité) des biens
 - la R&D n'est pas une fin en soi.

Chercheurs en entreprise pour mille actifs (2000-2014)



Coût moyen du chercheur après incitations



[100 = Coût France sans CIR ni subventions]

Source: ANRT

Une autre politique de l'offre : le besoin de réformes complémentaires 1/2

- La faible compétitivité de la France a une importante composante « **hors prix** ».
- A ce titre également, les baisses de cotisations semblent avoir atteint leurs limites.
 - Peu susceptibles de se traduire par baisse du coût du travail / hausse de l'emploi au-delà de 2 Smic
 - Coûteux de subventionner la demande d'un facteur dont l'offre est limitée
- Un **effort de formation**, permettant une baisse du nombre de non-diplômés, aurait un effet doublement positif :
 - Choc d'offre positif de travail qualifié, exerçant une pression négative sur la coût du travail qualifié en France (effet compétitivité-prix).
 - Les entreprises auraient une incitation à adopter des processus de production plus intensifs en main d'œuvre qualifiée (effet compétitivité hors prix).
 - Complémentaire avec les politiques de soutien à l'innovation (CIR, JEI).

Un autre politique de l'offre : le besoin de réformes complémentaires 2/2

- Le déficit de compétitivité « **hors prix** » suggère que le soutien à l'innovation (par exemple le CIR) est crucial.
 - La productivité agrégée n'est pas qu'une question d'innovation.
 - Elle dépend également de la **diffusion de l'innovation** et plus généralement de l'**allocation des facteurs de production**.
- La diffusion de l'innovation via l'**utilisation des NTIC** en France est freinée par des facteurs liés aux **rigidités sur le marché des biens et du travail** et du **manque de compétences appropriées** (Cette et Lopez, 2008)
- Faciliter la **réallocation des facteurs de production vers les entreprises plus productives** stimulerait l'emploi et la compétitivité
 - L'efficacité de l'allocation des facteurs a décliné en France (Berthou, 2016).
 - Des réformes structurelles sur les **marchés du travail** (la portabilité des droits est une première étape, orienter les activités de « pôle emploi » vers les entreprises, réduire la dualité) et **des biens** (droit des faillites, effets de seuils, concurrence) seraient susceptibles d'assurer la **croissance des entreprises les plus efficaces**.